

DAVID HANLEY

Les députés socialistes

Le groupe parlementaire issu des élections compte 269 députés (1). Il s'agit ici d'étudier plus précisément les élus des 14 et 21 juin 1981 (on ignorera donc les suppléants des élus devenus ministres ; encore que cela ne change guère quant aux données de fond, sinon peut-être au niveau des tendances, tel suppléant n'étant pas toujours du même courant que son ministre). Malgré ces limites, on a choisi de procéder à une analyse reposant sur les courants ; car les analyses des députés parues jusqu'ici (2) se sont peu intéressées à cette dimension du PS, pourtant essentielle pour comprendre son fonctionnement interne et qui lui confère une bonne part de son originalité. Si tout le monde sait que la représentation du PS a plus que doublé, que ses députés sont désormais présents un peu partout en France, avec des percées spectaculaires à l'est, à l'ouest et au centre (3) : que le gros des nouveaux parlementaires est composé d'hommes d'une quarantaine d'années, salariés en général des professions intellectuelles au sens large (cf. les innombrables commentaires sur la « République des professeurs »), il semble qu'une analyse partant de cette variable clé que sont les tendances pourrait éventuellement apporter quelques

(1) Ce chiffre comprend les 266 députés officiellement investis par le PS (264 en métropole, 1 à la Réunion, 1 en Guadeloupe). A ceux-ci nous avons cru bon ajouter les deux « dissidents », J. Giovanelli (Morbihan 6 ; rocardien) et R. Patriat (Côte-d'Or 3 ; mitterrandiste), ainsi que Gisèle Halimi (Isère 4). Tous les trois relèvent bien, à notre avis, du raz de marée socialiste, malgré quelques difficultés passagères entre leur fédération et la direction nationale du PS. En revanche nous avons exclu les 6 divers gauche, trop hétérogènes pour rentrer dans le cadre de l'analyse proposée ici (il s'agit de MM. Castor, Césaire, Dabezies, Hory, Pen et Pidjot).

(2) Cf. par exemple Gilles FABRE-ROSANE et Alain GUÉDÉ, *Le Palais-Bourbon vire au centre*, *Le Matin*, 6 juillet 1981 ; ou l'analyse sociologique de Roland CAYROL, dans *Le Monde* : « Les élections législatives de juin 1981 », p. 84.

(3) Pour un bon survol des gains du PS, v. *Le Monde*, *op. cit.*, p. 78-85.

nuances à cette image mal dégrossie et, ce faisant, jeter un peu de lumière sur le jeu interne de ce parti qui paraît maintenant, selon la formule de Harold Wilson, « le parti naturel du Gouvernement ».

Les tendances (4)

Les députés ont été classés selon la motion qu'ils ont votée lors du vote indicatif pour le Congrès de Metz en 1979, et nous n'avons exclu aucune motion. Car si la D reflète surtout l'existence d'une grave crise au sein de la fédération des Bouches-du-Rhône, et si la F n'a pas fait les 5 % nécessaires, toutes les deux traduisent une certaine sensibilité. Bien sûr, nous n'avons pas pu rendre compte des changements de tendance survenus entre-temps (ce qui est le cas pour un certain nombre des F, notamment). Il est difficile également de faire la part de toutes les nuances (« Un tel a voté C mais se sent proche de A » — ou le contraire). Les ralliements tactiques, où un député a voté une motion par devoir ou par souci d'avenir, sont forcément exclus aussi. Nos classifications reflètent donc le choix de Metz dans toute sa brutalité : mais cela leur donnera peut-être une certaine valeur indicative.

TABLEAU 1. — *Les députés PS par tendance, 1981*

Tendance	Nombre absolu de députés 1981 →	Pourcentage du groupe PS de 1981	Pourcentage du groupe PS de 1978	% des mandats à Metz (1980)
A (Mitterrand)	129	48	52,8	40,1
B (Mauroy)	42	15,6	20,7	13,6
C (Rocard)	45	16,7	16	20,4
D (Defferre)	5	1,9	1,9	7,8
E (CERES)	36	13,4	6,6	14,4
F (Pierret)	11	4,1	1,9	3,2
Inclassable	1	0,4		
Total	269	100	100	99,5

En comparant le pourcentage de députés obtenus par chaque tendance à son score lors du vote indicatif pour Metz, on voit que les mitterrandistes sont les grands bénéficiaires, gagnant quelque 8 %.

(4) Nous utilisons ce vocable plutôt que celui, plus connu mais plus récent aussi, de « courants ». Ce dernier, plus anodin, passe sous silence, à notre avis, l'élément de compétition, souvent féroce, qui anime ces communautés au sein du parti, et qui donne beaucoup de sa force à celui-ci.

Si les mauroyistes progressent un peu aussi, on peut y voir peut-être l'effet d'une certaine dynamique présidentielle (5). Les rocardiens, minoritaires à Metz, sont en perte, alors que le CERES arrive, pour la première fois, à avoir à peu près le nombre de députés qu'il mérite (6). On est frappé également par la persistance de la sensibilité F (dissidents du CERES, pour la plupart), malgré la non-existence officielle de cette tendance. Cela reflète sans doute non seulement le poids de certaines fortes personnalités au sein de leur fédération, mais aussi une réelle autonomie dans le choix des candidats par les militants des sections. Sans doute F. Mitterrand n'a-t-il pas été inconscient de la persistance d'un esprit F en nommant dans son gouvernement un Edmond Hervé.

Les itinéraires

Au sein du groupe parlementaire, on distingue plusieurs *cursus* (7). Prenons d'abord les parachutages dans des circonscriptions dont tout prédisait qu'elles devaient revenir au PS. Ces cas-là ne paraissent pas trop nombreux : on pense à de vieux compagnons de lutte du chef de l'Etat, tels R. Dumas (Dordogne 1) ou G. Halimi (Isère 4). Le cas d'une V. Neiertz (Seine-Saint-Denis 5) ou d'un A. Bellon (Alpes de Haute-Provence 2) serait moins celui d'une récompense pour services rendus par le passé que celui d'un investissement pour l'avenir, avec la volonté évidente de placer les vedettes en puissance. Tous ces exemples relèvent du courant A, faut-il dire.

Dans les vieux bastions du parti, là où se fait un renouvellement, le *cursus* du nouveau ressemble souvent à celui de son prédécesseur. En Ariège ou en Haute-Garonne par exemple, les nouveaux députés sont des hommes d'un certain âge, ayant une expérience des responsabilités municipales ou départementales. Même quand un plus jeune, diplômé de Paris, prend la relève (J.-P. Balligand dans l'Aisne, A. Rodet à Limoges) celui-ci aura été bien rodé auparavant dans la vie du département. Si ces remarques valent surtout pour les courants A et B, on peut quand même dire que le député type est bien

(5) Curieusement le *pourcentage* des députés A du groupe est légèrement inférieur à celui de la dernière législature. Le chiffre significatif est le *nombre absolu* (gain de 74).

(6) Avant le 14 juin 1981 le CERES comptait 7 députés seulement. Au Congrès de Metz il disposait de 14 % des mandats ; à celui de Nantes, il en avait plus que le quart.

(7) Le cas d'un héritage « dynastique » (M. Massé récupérant le siège de son père à Marseille) paraît unique en 1981 et relève sans doute de ces conditions spéciales qui font la richesse du socialisme des Bouches-du-Rhône.

enraciné dans une mairie ou au conseil général depuis 1977 au moins : il s'est fait une réputation de gestionnaire capable et travailleur : souvent il a été candidat aux législatives de 1978, et il engrange maintenant les fruits de son travail local et les effets du changement de l'opinion au niveau national. Cela vaut pour tous les courants confondus : le succès d'un R. Carraz en Côte-d'Or ou d'un K. Haye en Gironde, tous les deux maires CERES en banlieue populaire, correspond bien à celui d'hommes au profil plus classique, comme le miterrandiste L. Robin dans l'Ain ou G. Bonnemaïson du courant B à Epinay.

A l'intérieur de cette catégorie des élus locaux, il est possible de déceler quelques nuances. On peut distinguer ceux qui sont vraiment du terroir (tels la CERES, M.-J. Sublet dans le Rhône, ou G. Benedetti dans le Gard) et ceux qui, malgré des mandats locaux, restent, tant par leurs racines que par leur activité professionnelle, des Parisiens, travaillant de loin. On pense à un J.-M. Belorgey dans l'Allier et à un C. Goux dans le Var ; il nous semble que ce phénomène relève surtout des miterrandistes.

Il y a aussi une certaine polarité parti/élus locaux. Si au moins 25 des nouveaux députés ont été le « premier fédéral » dans leur département, et si des responsabilités intra-parti se conjuguent souvent avec des mandats de maire, il y a un autre profil qui semble moins orienté vers la vie publique. Cela nous semble particulièrement vrai du CERES, qui compte dans ses députés pas mal de gens sans autre mandat électif (G. Toutain et J.-P. Planchou à Paris, J. Natiez à Nantes, A. Chépy dans la Marne). Ces militants se sont voués à faire du PS un instrument politique sérieux, conformément à la ligne du CERES ; mais, ce faisant, ils sont passés à côté des mandats locaux.

On peut aussi distinguer un certain nombre d'élus qui, quoique non originaires de leur circonscription, s'y sont établis il y a quelques années afin d'y implanter (ou revigorer) le parti et leur tendance. Ils voient à présent leurs années d'efforts bien couronnées, et on remarquera notamment parmi eux des CERES tels J.-P. Michel en Haute-Saône, J. Gatel à Orange ou M. Suchod en Dordogne (ce dernier élu, il est vrai, lors d'une partielle fin 1980).

Affinant quelque peu l'analyse des mandats détenus par les députés selon leur tendance (8), on voit d'abord qu'il y en a beaucoup qui ne semblent pas en détenir. Cela dit, le pourcentage des élus

(8) Notre information est sans doute déficitaire, car la plupart des élus doivent être des conseillers municipaux, au moins. Ce qui est significatif ici, c'est qu'ils n'aient pas choisi de faire beaucoup de cas de ce mandat (pas au point où *Le Monde* le cite dans sa description des candidats, par exemple).

locaux paraît très élevé pour les B, et très bas pour le CERES. Parmi les B, d'ailleurs, la moitié cumule les fonctions de maire et de conseiller général ou régional — signe d'une implantation de véritable notable, et preuve, s'il en fallait, de la persistance d'un type de socialisme municipal qu'il faut bien qualifier de SFIO. Le CERES préfère manifestement le parti aux responsabilités locales, étant sous-représenté dans toutes les catégories du tableau 2. Les A sont forts dans toutes les catégories, et les rocardiens sont difficiles à classer. Il n'y a pas mal de non-détenteurs de mandats et relativement peu de cumuls maire/conseiller général ; en revanche il y a bon nombre de simples conseillers généraux. Faut-il y voir une certaine difficulté à s'implanter localement, ou un refus plus motivé des cumuls ? La même interrogation se pose pour les F, si peu nombreux soient-ils.

L'implantation géographique

L'implantation régionale des députés est aussi une source riche de renseignements (v. carte p. 61). Laissant de côté les D, phénomène purement régional, on est frappé par l'extrême fragmentation des F (sauf peut-être dans les Vosges, dont C. Pierret lui-même est l'élu). Cela suppose des militants détenant de solides mandats locaux (B. Vennin à Saint-Etienne, J. Osselin dans la banlieue lilloise). Plus profondément, cela implique que ceux-ci aient eu une certaine autonomie par rapport au CERES parisien avant même de s'associer à celui-ci ; ce qui leur a permis de mieux supporter la rupture de 1978-1979 qu'ailleurs. Tel est sûrement le cas pour les deux élus cités, J. Osselin faisant partie du groupe de M. Wolf, et B. Vennin étant à la tête d'un groupe important d'ex-PSU venu au PS lors des Assises du socialisme (1974).

Quant au CERES il récolte les fruits d'une décennie d'attente et de travail patient. Dans les « terres de mission » de l'Est et de l'Ouest où le PS fait enfin irruption, c'est souvent le CERES qui dirige la fédération depuis longtemps : si jamais un mouvement national se produisait, c'est lui qui devait en profiter. Voilà qui est fait, et le CERES gagne des élus dans la Marne, la Haute-Marne, la Moselle, la Meurthe-et-Moselle, la Haute-Saône et — très méritoire celui-ci — dans le Haut-Rhin. On fera la même observation pour Paris, longtemps la fierté de la tendance et où de un député on passe à sept. Si dans l'Est les CERES vainqueurs sont souvent des cadres du parti, en revanche, à l'Ouest, ce sont des élus locaux et départementaux qui l'emportent, notamment en Loire-Atlantique et Ile-et-Vilaine. Ailleurs et surtout au sud de la Loire, il s'agit de succès isolés

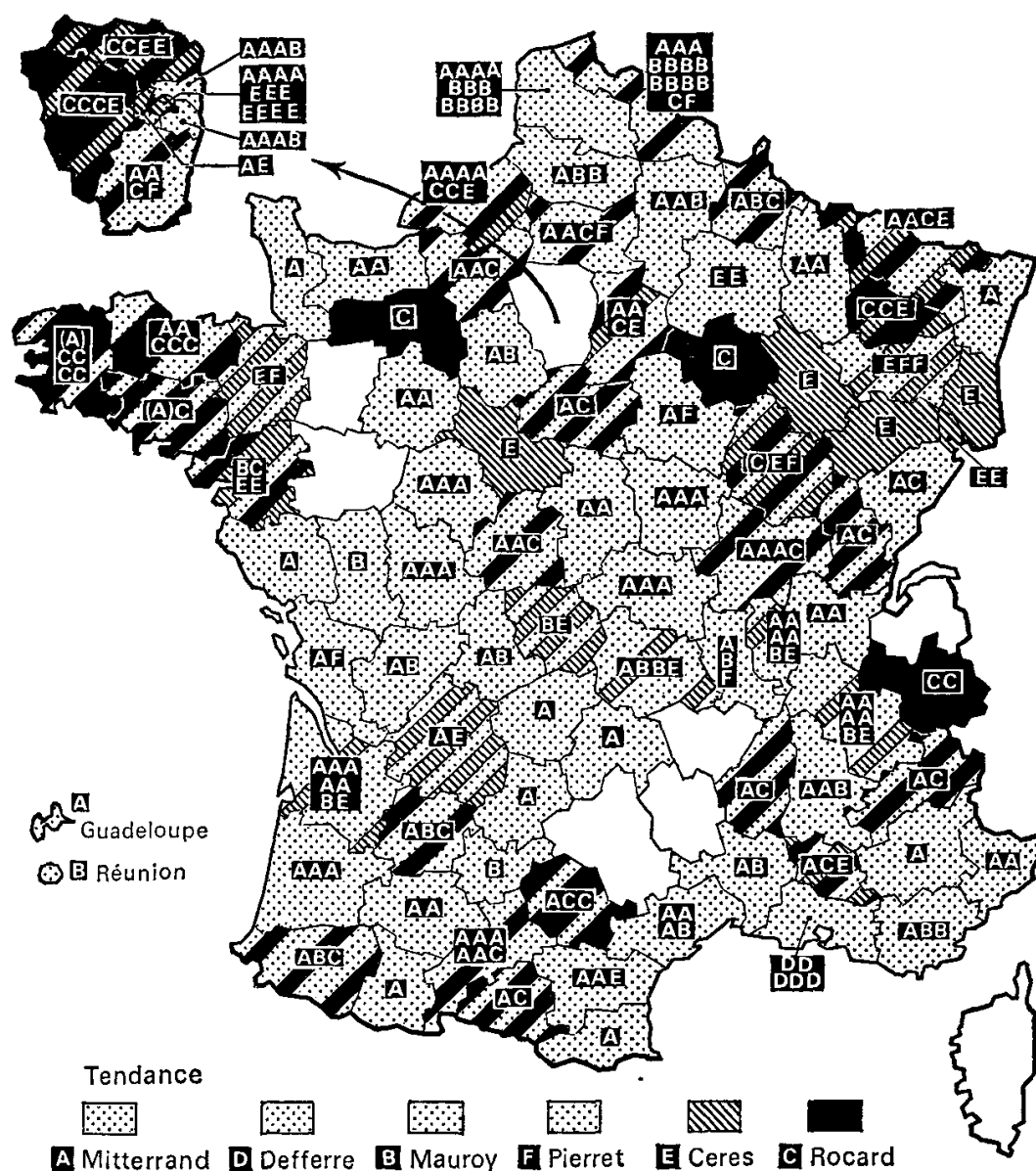
TABLEAU 2. — *Les députés PS par mandats*

Mandats	Tendance									
	A		B		C		D		E	
	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)
Conseiller municipal ou maire adjoint	12	9,3	7	17	4	8,9			5	
Maire ou équivalent	29	22,5	6	14,6	8	17,8			5	
Conseiller général	28	21,7	2	4,8	14	31,1	2	40	6	
Maire + conseiller général ou régional	31	24	21	50	4	8,9	2	40	4	
Conseiller régional	2	1,6	1	2,4						
Maire adjoint ou conseiller municipal + conseiller général	2	1,6			2	4,4			2	
Sans mandat	25	19,4	5	12,2	13	28,9	1	20	14	
Total	129	100	42	100	45	100	5	100	36	100

N.B. — (i) = nombre absolu ; (ii) = % des députés de cette tendance.

* M. J. Beaufort (Finistère 6) étant, selon nos informations, « indéterminé », ne figure pas dans ce tableau, ni pour les autres.

CARTE 1. — Les députés PS par départements et par tendances, 1981



(A. Lejeune à Guéret) dus souvent aussi à une implantation municipale préalable. D'une manière générale, le CERES se sent beaucoup plus à son aise dans les « nouvelles » fédérations de l'Est et de l'Ouest. Mais il a laissé des traces un peu partout et, preuve intéressante de son rayonnement, on compte parmi les députés des autres tendances, F compris, au moins 18 qui par le passé ont milité au CERES.

Le rocardisme est fort à l'Ouest, notamment en Bretagne, où il récupère toute une tradition cédétiste et catholique de gauche, longtemps incarnée par un certain PSU. A l'Est, en revanche, là où,

a priori, il aurait dû progresser, il se trouve pris de court par les autres tendances, sauf en Moselle et Meurthe-et-Moselle. Sans doute faut-il voir l'effet de l'implantation d'un Y. Tondon et aussi le poids d'une base cédétiste, souvent marquée par l'anticommunisme. On constate aussi une représentation rocardienne tout le long de la frontière orientale, allant du Doubs jusqu'aux Hautes-Alpes. Là encore, il s'agit de terres à tradition catholique, où la gauche a eu du mal à avancer. Dans l'agglomération parisienne on trouve des zones de force dans la banlieue Ouest et Sud, c'est-à-dire dans la partie plutôt aisée : le discours rocardien séduirait-il surtout les « cols blancs » ? Jusqu'ici, donc, rien de très étonnant pour ce qui est du courant moderniste, mais ce qui surprend davantage c'est la représentation somme tout assez honne des rocardiens dans le Sud-Ouest, dans de vieilles fédérations SFIO tels l'Ariège, le Tarn, le Lot-et-Garonne. Faut-il y voir le signe de ralliements conjoncturels au moment de Metz ou l'amorce d'un renouvellement plus profond ? Seul le temps le dira.

Les députés B se recrutent surtout dans le Nord - Pas-de-Calais. 15 sur 42, avec quatre autres dans les départements avoisinants ; c'est tout l'héritage d'un vieux socialisme municipal qu'on retrouve. Cela vaut également pour le sud de la Loire, où les B viennent surtout du Limousin, du Puy-de-Dôme et des départements du littoral. En revanche, ils ne sont guère présents à l'Est, ni à l'Ouest (sauf Nantes) ; il y a toute une sensibilité socialiste qui ne passe sans doute pas dans les nouveaux terrains. On ne peut s'empêcher de souligner l'étroite corrélation entre députés B et maires de grandes villes : d'autant plus que l'on sait que les animateurs du courant B au niveau national ne sont autres que les députés maires tels A. Chenard, J.-M. Boucheron, M. Sainte-Marie, etc. (et P. Mauroy, bien entendu).

La tendance A est présente un peu partout, ce qui lui donne une force allant au-delà du simple fait présidentiel, ou même de l'inconditionnalité envers l'ancien premier secrétaire. Si dans le Nord - Pas-de-Calais, elle recueille parfois les fruits d'un molletisme qui n'a pas rejoint P. Mauroy, elle montre aussi une force réelle en Bretagne, si rocardienne par nature. Si dans le Sud-Ouest elle sait susciter un patriotisme de parti bien ancré dans ces anciennes terres de gauche, et que son laïcisme rencontre encore des échos dans les départements anticléricaux du Centre (Allier, Saône-et-Loire, par exemple), c'est elle aussi qui domine pourtant dans tous les nouveaux départements gagnés par le PS, souvent brillamment, au centre de la France et, surtout, le long de la Loire. En témoignent l'Indre, l'Indre-et-Loire, le Cher. A Paris un compromis géographique passé avec le CERES

apporte aux mitterrandidistes trois sièges de plus dans le nord de la capitale, le CERES détenant surtout les quartiers de l'est. On voit là la récompense de plusieurs années de lutte patiente mais acharnée pour reprendre la fédération au CERES — combat mené, on le sait, par L. Jospin et B. Delanoë. En banlieue, les mitterrandidistes sont forts au nord et à l'est. Le seul coin de la France où ils accusent une relative faiblesse, est l'Est, et là encore il ne faudrait oublier ni les deux élus de la Meuse ni la brillante victoire de J. Oehler à Strasbourg. Même dans les départements alpestres, si peu prometteurs *a priori*, les A sont très forts dans l'Isère. Les A sont désormais présents dans 68 des 88 départements métropolitains où existe une représentation PS, ce qui leur donne une assise appréciable pour l'avenir (9).

Les critères classiques : occupation, âge, sexe

Au sein des tendances, il paraît difficile de trop nuancer, la grande masse des élus provenant de la petite bourgeoisie salariée, avec cette prépondérance professorale qui a tant ravi les commentateurs. Soulignons toutefois le fait que, chez les A, les professions libérales représentent 15 %, et chez les CERES plus de 13 %. Si l'on comprend le poids d'une certaine tradition « radicale » chez les premiers, ce pourcentage un peu élevé peut quand même étonner dans le courant du renouveau. Les B et C comptent, on le voit, sensiblement moins de professions libérales. En revanche, du côté des professeurs, on voit chez les CERES une sous-représentation par rapport à la moyenne du groupe, compensée par un excédent d'ingénieurs et de cadres administratifs supérieurs (ces deux catégories faisant 39 % du total des CERES) ; le groupe CERES paraît avoir comme base une alliance entre les techniciens du savoir pratique et ceux du savoir administratif. Les enseignants rocardiens sont en revanche surreprésentés et les « Supérieurs-Techniciens-Cadres » manquent un peu (seulement 22 %). Chez les B, les 7 % d'instituteurs attestent la continuité d'une longue tradition républicaine. Mais il ne faut sans doute pas accorder trop d'importance à ces nuances internes au groupe, car il s'agit de gens possédant tous un certain pouvoir culturel. On s'apercevra que les deux ouvriers se partagent entre les C et les A.

(9) Les autres tendances sont représentées dans les départements comme suit : B dans 24, C dans 32, E dans 26, F dans 9.

TABLEAU 3. — *Les députés PS par profession*

Occupation	Tendance							
	A		B		C		D	
	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)
Industriels : directeurs de société	3	2,3	2	4,8			2	40
Commerçants : artisans	1	0,1						
Agriculteurs								
Médecins	15	11,6	2	4,8	2	4,4		
Avocats	5	3,9	1	2,4	1	2,2		
Autres professions libérales	1	0,8	1	2,4				
Professeurs (supérieur)	16	12,4	2	4,8	11	24,4		
Professeurs (second degré)	42	32,6	18	42,9	14	31,1		
Ingénieurs	4	3,1	3	7,3	2	4,4	2	40
Cadres administratifs supérieurs	16	12,4	6	14,6	8	17,8	1	20
Journalistes	4	3,1			2	4,4		
Permanents	6	4,7	1	2,4	1	2,2		
Instituteurs	4	3,1	3	7,3	1	2,2		
Techniciens	1	0,8	1	2,4	1	2,2		
Cadres administratifs moyens	2	1,6	2	4,8				
Employés	1	0,8			1	2,2		
Ouvriers	1	0,8			1	2,2		
Officiers								
Retraités								
Autres	3	5,4						
Sans profession								
Inconnus	4							
Total	125	100	42	100	45	100	5	100

(i) = nombre absolu des députés ; (ii) = % des députés de cette tendance.

Si on prend l'âge des députés un regard jeté sur les nouveaux (10) ne montre guère de différences significatives (voir tableau 4), le grand renouveau étant de toute évidence l'œuvre des 35 à 49 ans. Cela est surtout vrai des rocardiens et des mitterrlandistes, mais les B semblent compter plus de gens au-dessus de la cinquantaine, ce qui s'accorde bien au profil quelque peu notabiliste du député mauroyiste évoqué plus haut. Si on laisse souvent croire que rocardiens et CERES sont surtout plus jeunes que les autres, cela n'est que partiellement exact, pour les députés au moins ; car les A et les E comptent une bonne part d'hommes d'un certain âge. Ce qui suggère que l'expérience et l'implantation locale peuvent être des atouts aussi utiles que la vigueur idéologique ou le taux de militantisme. Encore une fois, les mitterrlandistes semblent assez typiques de la moyenne.

Quant à la représentation féminine, il faut dire que l'égalité se fait toujours attendre. Si un député sur quatorze est désormais une femme (11), on voit que les tendances se différencient assez fortement. Si les A sont encore très typiques, on remarque une seule B et deux C (dont l'une a remporté une victoire invraisemblable dans un siège de banlieue où l'emprise du PS reste des plus minces). Décalage entre discours et pratique, dira-t-on. Le CERES en revanche peut tenir la tête relativement haute, un de ses députés sur six étant une femme. Bien sûr, avec le jeu des suppléants on a pu augmenter le quota des femmes : mais on l'a fait un peu clandestinement, derrière le dos des militants (et des électeurs) « qui ne comprendraient pas... ». C'est toujours la vedette mâle, ministrable, que l'on a mise en avant. On peut donc parler d'un progrès, mais seulement petit, nous semble-t-il.

Que conclure à l'issue de ce bref survol ? Au sein de la tendance B, une certaine SFIO survit encore et se propage même : son profil de notable n'est pas à méconnaître. Les deux courants du renouveau, moderniste et marxiste, rocardien et CERES, ont certes implanté le parti dans de nouveaux terrains : mais au niveau du personnel politique il y a moins de différence avec les autres tendances qu'on ne croirait. Le CERES, lui, a une prédilection pour le *cursus* au sein du parti plutôt que dans la vie publique. Quant aux partisans de F. Mitterrand, ils restent — tant par leur âge que par leur itinéraire, leur occupation ou leur implantation géographique — assez typiques de la moyenne du groupe socialiste. Seraient-ils donc une espèce de

(10) Nous ne disposons pas de données suffisamment précises sur l'âge des sortants pour analyser la totalité du groupe : mais nous pensons que cela ne risque guère d'altérer la valeur de cette analyse.

(11) Avant le 14 juin le groupe socialiste comptait 2 femmes (sur 106).

TABLEAU 4. — *Les députés PS par âge, 1981*

Tranche d'âge	Tendance												Total de tranche d'âge	% des nouveaux élus PS
	A		B		C		D		E		F			
	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)	(i)	(ii)		
25-34 ans	3	4	3	14	3	10			6	21	1	11	16	9
35-49 —	56	75	11	50	22	73	3	100	17	58	8	89	117	70
50-64 —	16	21	8	36	5	17			6	21			35	21
65 ans et plus														
Total	75	100	22	100	30	100	3	100	29	100	9	100	168	100

(i) = nombre absolu des nouveaux élus ; (ii) = % des nouveaux élus de cette tendance.

N.B. — Ce tableau concerne seulement les *nouveaux* élus (y compris ceux qui remplacent un député PS sortant).

dénominateur commun le plus bas — ceux qui, comme on a pu le dire, détestent Rocard et ont peur du CERES ? Ou seraient-ils tout bonnement typiques de la masse des militants et sympathisants, voués à faire le changement pragmatique dans le calme et l'efficacité ? Rendez-vous en cinq ans, où les prochaines élections — et les congrès du parti qui se tiendront d'ici là — nous donneront peut-être la réponse.